https://pierrealainmillet.fr/Alstom-GE-casser-la-spirale

Alstom/GE : casser la spirale infernale du monopoly mondial

- Rencontres -

Date de mise en ligne : vendredi 18 septembre 2020

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

J'ai participé ce 17 septembre, après la manifestation syndicale, au rassemblement organisé par les syndicats de General Electric Grid Solutions à Villeurbanne. C'est un des sites anciennement Alstom. Lors de la la vente à General Electric de ce fleuron technologique et industriel français, General Electric et le gouvernement avaient mis en avant les promesses de création d'emploi par GE. Evidemment, ils mentaient !

Après les prises de parole des syndicats, j'ai pu discuter avec plusieurs salariés sans illusions sur les intentions des décideurs de General Electric mais déterminés à se défendre et espérant que l'agitation médiatique sur ce dossier allait les aider à animer un vrai mouvement de refus avec les citoyens et les élus.

Quelles actions politiques pour aider les salariés de GE ?

C'est le premier point de discussion et d'ailleurs la question que m'a posé le journaliste du Progrès. Que peut faire un élu ? Certes, il peut parler et les déclarations ne manquent pas. A part le député LREM de Villeurbanne Bruno Bonnel, tous les élus, de tout bords, dénoncent, apportent leur soutien... Le ministre de l'économie Bruno Le Maire en premier qui considère que *Les plans sociaux d'« aubaine » ne sont « pas acceptables »*. Les salariés me disent cependant que beaucoup d'élus dénoncent, tout en reprenant les éléments de langage de la direction. Le gouvernement demande ainsi que GE soit *« absolument exemplaire dans la façon de faire ce plan social »*, autrement dit dans la gestion des suppressions d'emplois ! Et personne n'oublie que c'est le ministre Emmanuel Macron, qui avait donné en novembre 2014, le feu vert au rachat de la branche énergie d'Alstom par GE !

Il ne faut donc pas en rester aux déclarations et exiger que le gouvernement prenne des décisions :
[-] des mesures coercitives contre les dirigeants de GE, comme les américains savent très bien le faire pour protéger leurs intérêts ! [1]
[-] organiser un comité de suivi associant les salariés, les élus, les fournisseurs et clients, et donner des informations publiques pour contribuer à la mobilisation citoyenne
[-] exiger des investissements de GE, d'autant que GE bénéficie des aides de l'état, de la politique de recherche et développement des poles de compétitivité avec notamment le projet SuperGrid, et avait pris des engagements lors de la vente d'ALSTOM, créer 1000 emplois. Le gouvernement se limite à un fonds de revitalisation industrielle de 50 millions Euros. Pour combien d'emplois ?. Une étude estime qu'on a 5 emplois par million de capital investi... Autant dire que pour retrouver les 1000 emplois perdus et les 1000 emplois promis il y a un an, il faudrait sans doute de l'ordre 2 milliards, soit 40 fois plus !
[-] engager partout ou GE ne joue pas le jeu du développement la nationalisation des activités utiles à un grand service public de l'énergie, à partir des projets des salariés et des territoires des sites concernés

Sortir du monopoly du capital

Les salariés ont donné de multiples exemples qui montrent à quel point les décisions de GE ne répondent qu'à un objectif simple, "le cash", la rentabilité forcée du travail pour assurer le retour d'investissement le plus rapide possible. Aucune stratégie de développement des produits, des processus de production, des compétences, bref,

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

pour GE, un site industriel n'est qu'une marchandise qu'on presse au maximum avant de la jeter. Et pour cela, ils jouent la concurrence, "libre et non faussée" dirait l'Union Européenne, transférant une activité de Villeurbanne à Aix-les Bains, puis en Italie, en Chine ou en Inde... C'est le grand monopoly des actionnaires du capital qui ne poursuivent qu'un seul et unique but, leur propre fortune !

Et ce monopoly conduit non seulement à des destructions d'emplois et de savoir-faire, mais aussi à une incohérence de la filière industrielle et technologique, à son inefficacité que les actionnaires utilisent ensuite comme prétexte à leur restructuration. Cette inefficacité vient du refus de donner sa place à l'innovation dans toute la filière, de développer les qualifications, les coopérations internationales, comme avec toutes les parties prenantes pour mieux répondre aux besoins d'une électricité décarbonée.

On ne peut pas sortir de cette situation en restant dans ce jeu de monopoly. Tant que les actionnaires peuvent décider des investissements, de leur localisation, ils ne décideront que pour leur intérêt. Pour prendre en compte les intérêts des salariés, des fournisseurs et clients, des voisins du site et de la région urbaine, il faut que les investissements industriels deviennent un enjeu du débat public, de la décision politique. Pour porter un projet de développement économique, technologique, social, environnemental d'une industrie, la décision doit revenir au politique, les investisseurs devant s'inscrire dans le cadre de ce projet.

Cela suppose que l'état reprenne enfin son rôle d'aménageur, d'organisateur et même d'investisseur. L'état US n'hésite jamais à agir pour ses entreprises ! General Electric bénéficie ainsi de l'appui de la diplomatie américaine, y compris dans des contrats controversés [2]. Historiquement, les grandes filières industrielles françaises étaient toutes liées à de grands projets de l'état (TGV, Airbus, plan calcul, centrales nucléaires...) en lien avec de grands services publics (SNCF, EDF...) . L'état doit avoir de vrais outils de planification (et pas seulement un outil de communication ! [3]) et se donner les moyens de faire respecter ses orientations. Cela suppose de vraies nationalisations qui redonnent des pouvoirs nouveaux aux salariés, comme à toutes les parties prenantes.

Sortir d'une transition énergétique capitaliste !

La filière de l'électricité était une des forces de la France. Avec EDF service public qui apportait l'accès à l'électricité pour tous dans des conditions de qualité, de sécurité et de tarif parmi les meilleurs du monde, plusieurs filières industrielles étaient de niveau mondial, avec de grands groupes qui avaient été nationalisés en 1981 avant de les privatiser autour des années 2000. Depuis, ces groupes sont progressivement démantelés et nous en avons de nombreux exemples dans l'agglomération. Bien sûr le site historique d'ALSTOM Villeurbanne, mais aussi le site anciennement SCHNEIDER à Lyon 8ème, d'où toute production a disparue !

Or, le modèle de transition énergétique qui s'est imposé en France depuis 20 ans s'est inscrit dans cette désindustrialisation marquée notamment par l'affaiblissement de nos filières technologiques de l'électricité. Le vrai objectif de la loi de transition énergétique n'est pas le climat mais le dépeçage du service public et de son écosystème au service justement du monopoly capitaliste. C'est pourquoi malgré des dizaines de milliards investis dans les énergies renouvelables, les émissions carbonées de la France sont reparties à la hausse et n'ont été stoppées que par le covid !

Ainsi, alors que l'électricité en France était presque totalement décarbonée, et qu'il était urgent de mettre la priorité sur les combustibles fossiles dans le chauffage et le transport, les promoteurs de la transition énergétique ont mis l'accent sur la réduction de la consommation électrique. Tout le monde sait pourquoi. Il est impossible de répondre à des besoins électriques croissants sans le nucléaire, sujet tabou que les présidents successifs ont fui pour des raisons électoralistes. [4]. L'exemple le plus frappant est l'arrêt de Fessenheim dont les 5GWh d'électricité

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

décarbonée vont être remplacée par l'électricité du marché européen, très carbonée !

Donc, si on ne fait plus de grandes centrales électriques, on n'a plus besoin de transformateur très haute tension, EDF n'en achète plus, et pour les derniers, se placent dans la mondialisation et laisse tomber ses fournisseurs historiques en France... on peut donc fermer les usines qui les produisent.

Et ce monopoly capitaliste ne connait pas de règles autres que le profit. Ainsi, la transition énergétique devrait faire passer les marchandises sur les rails plutôt que sur les routes. C'est l'inverse qui se produit avec la privatisation du fret ferroviaire, on transporte de moins en moins de marchandises sur le rail, contrairement à tous les discours et plans gouvernementaux. Il est vrai que certains vont refuser des nouvelles lignes de fret, comme la Lyon-Turin, sans doute aussi parcequ'elle est contradictoire avec la baisse de la consommation électrique !

Et on atteint des sommets avec General Electric dont beaucoup d'activités étaient à priori favorisées par la transition énergétique, du moins officiellement, mais comme pour le fret, c'est l'inverse qui se produit.

Car si le groupe General Electric se présentait comme un champion de la transition énergétique, c'était d'abord un des plus gros conglomérats industriel US, connu pour son ancien patron Jack Welch surnommé *Neutron Jack* parcequ'il détruisait les emplois en gardant le capital aussi efficacement qu'une bombe à neutron tue les hommes sans détruire les infrastructures.... Il ne décide donc qu'en fonction du "cash" espéré le plus vite possible.

ALSTOM fabriquait des turbines à Grenoble, l'élément essentiel pour développer la seule énergie électrique renouvelable qui n'est pas intermittente, et qui peut même servir au stockage d'électricité. C'était le leader mondial ! La loi de transition énergétique n'a rien fait pour Alstom Hydro ! Le monopoly capitaliste l'a détruite !

ALSTOM Grid développe tous les composants nécessaires au développement des réseaux électriques. Les réseaux sont essentiels au développement des énergies renouvelables car la multiplication des sites de production électrique impose une mutation des réseaux qui étaient jusqu'alors organisé en étoile autour de quelques grands sites de production.

Cela concerne le transport de grandes quantités d'électricité depuis les champs éoliens de mer du nord ou des champs photovoltaïques du sud jusqu'aux zones industrielles du coeur de l'Europe. C'est pour cela que se développe des réseaux "à courants continus" de grande puissance. C'est pour cela que la puissance publique a donné près de 100 millions au projet Supergrid à Villeurbanne [5]. Ce projet se retrouve dans le giron de General Electric, l'argent public finance la recherche et développement, et General Electric dépose les brevets en Suisse et aux USA... Les applications industrielles ne seront pas produites en France !

Cela concerne aussi les réseaux de distribution qui doivent devenir "intelligents" pour gérer le "foisonnement" de milliers de sites de production locale. Là aussi, c'est le métier de Alstom Grid ! mais le monopoly capitaliste n'en a que faire. Pour lui, la France n'est pas un pays à développer, son marché n'est pas assez important et son industrie n'est pas défendue par l'état, on peut la piller sans limites.

Créer un grand mouvement de refus des décisions de GE exigeant la nationalisation du secteur au service d'une autre transition énergétique

Il y a des dizaines d'usines menacées en France dans tout ce secteur de la filière électrique, elles sont essentielles

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

pour inventer une autre transition énergétique, reposant sur le développement accéléré d'une électricité sans carbone au service notamment du transport et du tertiaire.

Cela concerne tout ce qui aide à la réduction des consommations sans mettre en cause les besoins.

Cela concerne l'efficience du transport et de la distribution d'électricité, donc des réseaux. Le concept de "territoires à énergie positive" est un leurre, l'énergie est toujours un flux et les réseaux sont indispensables et même essentiels.

Cela concerne aussi la production et la recherche d'un mix électrique dans lequel les énergies renouvelables doivent progresser en compensant leur intermittence sans faire appel à des énergies carbonées.

Il faut tout faire pour créer un grand mouvement de refus des restructurations de General Electric et cela doit nous aider à faire grandir la critique de cette transition énergétique capitaliste pour réinventer un grand service public de l'énergie.

---

[1] On sait qu'ils avaient incarcéré un dirigeant d'ALSTOM pendant les négociations avec GE... !

[2] En 2010, la multinationale américaine a vendu pour 3 milliards de dollars de turbines à gaz au gouvernement irakien sans appel d'offres alors que l'Irak n'avait pas la capacité de construire des centrales électriques !

[3] la nomination d'un haut-commissaire au plan qui peut seulement « disposer du concours de France Stratégie », veut dire en gros qu'il ne dirige pas un vrai commissariat au plan, comme il avait été créé en 1946. A l'époque, ce qui comptait, c'était l'institution outil d'une politique, en 2020, c'est la nomination d'une personnalité qui compte pour faire le buzz... évidemment sans résultat aucun dans le concret, sans compter que personne ne voit bien en quoi François Bayrou est qualifié pour l'avenir de nos technologies et de nos industries !

[4] L'Allemagne qui a battu tous les records d'investissements dans les renouvelables électriques continuent de produire la moitié de son électricité au charbon ou au gaz !

[5] dont 4 de la métropole du Grand Lyon

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet